

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

Conseil économique et social

Documents officiels

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Deuxième Commission
31^e séance

Conseil économique et social
50^e séance

**Compte rendu analytique de la réunion conjointe de la Deuxième Commission
et du Conseil économique et social sur le thème « Trouver des solutions afin de relever
les défis du développement durable et d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire
pour le développement »**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 6 novembre 2013, à 10 heures

Coprésident : M. Diallo (Président, Deuxième Commission) (Sénégal)

Coprésident : M. Osorio (Président, Conseil économique et social) (Colombie)

Modératrice : M^{me} Sade Baderinwa (WABC-TV)

Sommaire

Observations liminaires

Table ronde

Invités : M. Paul Macmillan (Deloitte Touche Tohmatsu Limited)
M. Parag Gupta (Waste Ventures)
M^{me} Tokunboh Ishmael (Alitheia Capital)
M. Luther Ragin, Jr. (Global Impact Investing Network)
M. Jos Verbeek (Banque mondiale)

Interlocuteur : M. Neo (Singapour)

Observations finales

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

13-55011X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Observations liminaires

1. **M. Diallo** (Coprésident) rappelle qu'aujourd'hui encore plus d'un milliard de personnes vivent dans une pauvreté extrême et souffrent de la faim. Les inégalités et les menaces environnementales persistent, les changements climatiques et les catastrophes naturelles atteignant des niveaux de danger sans précédent. Heureusement, un potentiel humain formidable, des ressources financières, un savoir-faire et de nouveaux outils novateurs de mobilisation sociale pourraient servir à faire face à ces nouveaux défis et à les surmonter. Les gouvernements nationaux et les partenaires de développement doivent redoubler d'efforts jusqu'à la fin de 2015 pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et effectuer la transition vers un ambitieux programme de développement pour l'après-2015.

2. **M. Osorio** (Coprésident) affirme que des solutions efficaces aux problèmes du développement durable ne pourront être trouvées que par le biais de partenariats multipartites vigoureux, y compris par la collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile. La recherche de solutions à ces problèmes est l'occasion idéale pour les Nations Unies de forger des liens avec le secteur privé. Les gouvernements et la communauté internationale auraient beaucoup à gagner en mettant à profit le savoir-faire, les ressources et les capacités du secteur privé.

3. Depuis 2008, le Conseil économique et social a organisé un Forum des partenariats annuel réunissant un grand nombre de représentants de haut niveau du secteur privé et de la Fondation pour discuter avec les gouvernements des moyens qui permettraient de renforcer les partenariats. Le Conseil recherche des moyens pour faciliter un dialogue et un échange de connaissances systématiques avec le secteur privé.

4. **M^{me} Baderinwa** (Modératrice) fait observer que les nouveaux innovateurs réduisent l'écart entre la contribution des gouvernements dans le domaine du développement et les besoins des citoyens. Des marchés représentant des milliards de dollars se développent autour de problèmes comme la lutte à la malaria, la fourniture de logements abordables et l'éducation des plus pauvres. Les dirigeants économiques mondiaux forment des partenariats avec

les gouvernements. L'aide publique au développement traditionnelle et les politiques nationales de bien-être social font partie de la solution, mais ne peuvent en elles-mêmes régler les problèmes irréductibles en matière d'environnement, de pauvreté, de manque d'accès à l'éducation et de services de santé pour les pauvres.

Table ronde

5. **M. Macmillan** (Deloitte Touche Tohmatsu Limited), accompagnant son exposé d'un diaporama numérique, fait valoir que le lien entre les niveaux de dépenses publiques et le développement humain n'est pas aussi étroit qu'on le croit. *The Solution Revolution*, un ouvrage dont il est le coauteur, fait un bilan de ce qui se produit à l'extérieur ou au-delà de la portée des gouvernements et des dépenses publiques, dans l'espace connu sous le nom d'« économie fondée sur les solutions », où les intervenants non gouvernementaux se consacrant à l'amélioration du bien collectif occupent un ensemble d'écosystèmes et de marchés en croissance rapide.

6. Kiva, une vitrine fondée en 2005 pour attirer les investissements dans les entreprises des marchés émergents, est un exemple de ces activités. Par l'intermédiaire de Kiva, les particuliers peuvent consentir des prêts d'aussi peu que 25 dollars à des entrepreneurs du monde entier. Jusqu'à maintenant, la vitrine a généré des prêts d'une valeur de près d'un demi-milliard de dollars à 600 000 entrepreneurs. Plus d'un million de personnes ont financé ces prêts et le taux de remboursement est de 99 %. Plus de 500 de ces vitrines de financement participatif sont en activité et, dans ce cadre, plus d'un million de campagnes ont permis de réunir 1,5 milliard de dollars. C'est une nouvelle façon d'attirer des capitaux pour les investissements sociaux et commerciaux.

7. Safari.com donne accès aux services financiers, aux transferts de fonds et aux microfinancements au Kenya, en permettant aux utilisateurs dotés d'une carte d'identité nationale ou d'un passeport de déposer, de retirer et de transférer de l'argent facilement en utilisant leurs appareils portables. Depuis le lancement du service en 2007, plus de 15 millions de Kényens ont ainsi pu accéder aux services financiers. Environ 20 % du produit intérieur brut a été échangé par le biais de safari.com.

8. Les participants aux nouveaux marchés, qui incluent des particuliers, des innovateurs publics, des entrepreneurs sociaux, des investisseurs d'impact, des sociétés multinationales et des méga-philanthropes, font naître de nouveaux modèles d'affaires, y compris des technologies franchisées et perturbatrices comme le commerce mobile, les solutions de téléphonie intelligente fondée sur Internet et le purificateur d'eau portable « slingshot ». Ce dernier, lorsque jumelé au réseau de distribution de Coca-Cola, a le potentiel d'approvisionner plus d'un milliard de personnes en eau potable.

9. Les ressources ayant une incidence sur la résolution des problèmes publics incluent le temps et les capacités intellectuelles des citoyens, la marque et la réputation des grandes entreprises, les données et les ressources financières publiques, qui ont été réunies sous la forme de valeurs publiques d'échange permettant une liquidité accrue entre les objectifs financiers et sociaux. Cotations dans les deux sens, citoyen à citoyen, récompenses sous forme de rémunération au rendement et autres approches ont rapproché les innovateurs de la valeur publique des capitaux et des investissements. Les marchés de solutions s'organisent autour de résultats sociaux, parfois en étant liés par une fonction organique et parfois avec l'aide et l'intervention des gouvernements.

10. **M. Gupta** (Waste Ventures), accompagnant ses observations d'un diaporama numérique, déclare que la gestion des déchets solides est l'un des problèmes les plus urgents à l'échelle mondiale. En Inde, le poids des déchets urbains d'une semaine correspond plus ou moins à celui de l'Empire State Building. Seulement 60 % de ces déchets sont récupérés et traités exclusivement par les ramasseurs de déchets, dont le nombre atteint 1,5 million en Inde. Selon les estimations de la Banque mondiale, on compterait 120 millions de ramasseurs de déchets dans le monde, qui gagnent leur vie à fouiller dans les dépotoirs pour recueillir le plastique et la ferraille, dont ils tirent un revenu de moins de 2 dollars par jour. Dans un grand nombre de pays, il s'agit là d'un emploi commun dans le secteur informel.

11. Certaines municipalités engloutissent la moitié de leur budget d'exploitation dans la gestion des déchets. Waste Venture collabore avec les autorités pour former les travailleurs municipaux à la récupération des déchets. Elle a engagé des ramasseurs de déchets pour traiter les déchets, composter les déchets organiques et

recycler les déchets secs sans frais pour les municipalités et les administrations des États. Waste Venture tire son profit de la vente de compost aux agriculteurs. Elle a triplé les recettes des ramasseurs de déchets et réduit de 80 % le volume des déchets, diminuant d'autant les déchets qui, autrement, contribueraient aux changements climatiques.

12. Waste Ventures a collaboré avec 44 municipalités d'un État indien de 85 millions d'habitants. Au cours des trois prochaines années, Waste Ventures pourrait accepter quelque 60 à 70 projets, en ne desservant qu'une fraction des milliers de villes indiennes, de même que de nombreux projets dans d'autres pays ayant besoin de solutions semblables. Waste Ventures ne saurait être l'unique fournisseur. Par conséquent, elle rassemble des données, y compris des données de paramètres relatifs à la collecte et au compostage, afin de les utiliser pour créer d'autres solutions adaptées aux entreprises de gestion des déchets. Contrairement à certaines sociétés privées dont le but est de dresser des barrières pour protéger leur propriété intellectuelle et maximiser leurs profits, Waste Ventures souhaite renverser les barrières et encourage les autres intervenants à accéder au marché afin que des problèmes titanesques puissent être réglés.

13. Le rôle optimal des gouvernements est la réglementation et non pas la mise en œuvre. Les arrangements de Waste Venture n'impliquent aucun transfert de fonds des autorités à la société, ce qui facilite l'instauration d'un environnement moins risqué. Au lieu de cela, les gouvernements ont réglementé sur la nécessité d'un traitement environnemental, dont Waste Ventures s'est acquitté.

14. L'argent n'est pas nécessairement la solution et il arrive parfois qu'il envenime les problèmes et ne produit que très peu de résultats malgré les dépenses. Waste Ventures arrive à mettre en œuvre des systèmes à très faible coût. Waste Ventures fournit des solutions à bas prix en utilisant un minimum de technologie et en créant des emplois pour les personnes à faible revenu. Les mécanismes de financement et les prêts à faible taux d'intérêt, semblables à ceux qui sont offerts par les fabricants automobiles à leurs clients, ont été conçus pour l'acquisition d'appareils comme les pompes à pédales actionnées par l'énergie solaire et les systèmes d'irrigation goutte à goutte.

15. **M^{me} Ishmael** (Alitheia Capital), accompagnant ses observations d'un diaporama numérique, affirme

que près d'un demi-million d'enfants étaient chaque année victimes de la pollution intérieure causée par le combustible de cuisine. Réalisant que les interventions traditionnelles comme l'aide et les subventions ne fournissaient pas suffisamment d'occasions évolutives pour résoudre ces problèmes, elle a décidé de mettre à contribution ses compétences de banquière pour s'attaquer à des problèmes sociaux, encourager la participation des investisseurs potentiels et faire du bien par la même occasion.

16. Le gouvernement ne dispose que de ressources limitées et n'est pas toujours en mesure de se concentrer sur des solutions pratiques. D'autre part, il y a des personnes et des institutions au portefeuille bien garni désireuses d'investir dans l'espoir d'obtenir un rendement social et économique, qui recherchent des formules de rechange à l'aide caritative traditionnelle.

17. L'un des projets de son organisation consiste à collaborer avec les institutions de financement du développement pour investir dans les institutions de microfinancement (plutôt que de leur verser les habituelles subventions) et les aider à penser de façon novatrice au financement accessible à tous. Les banques de microfinancement ayant bénéficié de ces investissements ont commencé à offrir de nouveaux types de produits financiers aux familles, afin qu'elles n'aient plus à conserver leur argent liquide sous le matelas.

18. Au Nigéria, moins de 30 % des familles à faible revenu ont accès à un compte en banque, mais près de 80 % d'entre elles possèdent des téléphones mobiles. Les institutions de financement du développement et les entreprises privées ont donc investi dans une application d'épargne et de paiement mobile grâce à laquelle elles ont pu, l'année dernière, donner accès à des services financiers à plus d'un million de clients. Vu que cette activité était gérée comme une entreprise, les investisseurs en capital de risque y ont investi.

19. La plupart des bénéficiaires de subventions traditionnelles pour la mise au point d'un combustible de cuisson sûr étaient des petits entrepreneurs qui avaient reçu un soutien financier pour concrétiser leurs idées en matière de fourneaux de cuisine. Cependant, comme un grand nombre d'enfants continuaient de mourir, une plateforme plus vaste était nécessaire. Les organisateurs ont approché une grande société pétrolière et gazière en lui soumettant une idée

consistant à redessiner leur produit pour en réduire la taille et le prix et pour en réorganiser la distribution et l'adapter à des clients plus pauvres. Séduite par l'occasion de régler le problème sanitaire, de réduire le déboisement et de donner les moyens d'agir aux microentrepreneurs, une institution européenne de financement du développement a accepté de participer à une approche intégrée d'un problème social. Un autre projet avait pour but de fournir 600 salles de classe bon marché, bien conçues et bien construites au Nigéria, incluant des équipements sanitaires et d'approvisionnement en eau, de façon à ce que les enfants n'aient pas à pratiquer la défécation à l'air libre lorsqu'ils sont à l'école.

20. L'expérience montre que le financement provenait de différentes sources, y compris d'institutions européennes de financement du développement qui avaient conclu que l'aide ne suffisait pas pour atteindre leurs objectifs. Cependant, les gouvernements nationaux africains ont mis du temps à faire la transition vers des solutions fondées sur le marché ou les investissements « investis » d'une mission. Les pays donateurs et les bénéficiaires de l'APD devraient se demander comment les gouvernements nationaux pourraient multiplier les mesures incitatives pour le financement des entreprises ayant une mission à accomplir.

21. **M. Ragin** (Global Impact Investing Network), accompagnant ses observations d'un diaporama numérique, affirme qu'un partenariat réunissant les gouvernements, le secteur privé et la société civile est essentiel à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Global Impact Investing Network a pour seule mission d'aider à mobiliser et à catalyser les capitaux privés à des fins sociales, en amenant une large gamme d'investisseurs institutionnels et autres à s'engager à soutenir les objectifs fondamentaux du progrès humain.

22. L'investissement d'impact a pour but d'injecter des ressources dans des sociétés, des organisations et des fonds souhaitant produire un impact social et environnemental quantifiable tout en obtenant un taux de rentabilité financière. L'octroi de subventions pourrait jouer un rôle de premier plan dans l'instauration de conditions propices à l'investissement d'impact. Les investisseurs accèdent au marché avec des objectifs allant du simple rendement de capital, en passant par un rendement caractérisé par des aspects inférieurs au taux du marché, à des rendements

commerciaux conformes aux objectifs, à la rentabilité et au type de projet.

23. Les investisseurs d'impact sont souvent des investisseurs institutionnels de fonds de pension, des sociétés de services financiers, la société civile, des gouvernements, des institutions de financement du développement et des riches philanthropes. Ils investissent en saisissant un grand nombre d'occasions, y compris dans les prêts et les garanties dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques, dans l'éducation, dans les petites entreprises de secteurs clés et dans des obligations qui stimulent la prestation de services sociaux et publics.

24. Les acteurs du secteur privé sont essentiels à la réalisation des objectifs sociaux. Si 1 % des capitaux privés étaient consacrés à l'investissement d'impact dans le domaine du développement pendant les cinq à 10 prochaines années, une base de ressources de 2 000 milliards de dollars pourrait être constituée. En comparaison, l'ensemble du capital financier des fondations privées aux États-Unis est de moins du tiers de ce montant, soit quelque 600 milliards.

25. Le Global Impact Investing Network cherche à abaisser les barrières qui empêchent les capitaux privés d'investir dans la mise en œuvre de solutions à des problèmes sociaux. L'information et les outils de gestion des données auxquels ont accès les investisseurs, comme la plate-forme mondiale d'information sur les possibilités d'investissement axées sur un impact mondial, les secteurs et les bénéfices escomptés, permettent de rassurer les investisseurs. La plate-forme contient des renseignements sur quelque 300 produits financiers axés sur les retombées sociales et environnementales et elle est un outil de premier plan pour informer les investisseurs et autres intervenants des possibilités d'investissement substantielles qui s'offrent à eux.

26. Les rapports d'impact et les normes d'investissement représentent un effort visant la création d'un langage commun permettant aux investisseurs et aux intervenants de discuter des critères mesurables utilisés pour évaluer les progrès et déterminer les avantages des activités d'investissement d'impact. L'évaluation de l'impact social fait écho à la volonté de l'investisseur de faire le bien en fournissant des preuves concrètes que de bonnes choses ont été réalisées, en élaborant des définitions communes de la création d'emploi, de la réduction des émissions de

carbone et d'autres objectifs. Un groupe de plus de 50 investisseurs d'impact, de fonds souverains, d'institutions financières et de fondations mondiales unissent leurs efforts pour contribuer à l'implantation de pratiques exemplaires. Le récent forum mondial sur l'investissement, tenu sous les auspices de la ville de Londres, a permis de réunir 400 investisseurs institutionnels acquis à l'investissement d'impact. Les gouvernements jouent un rôle crucial dans l'investissement d'impact en tant que responsables de la réglementation, facilitateurs et co-investisseurs, libérant des réserves de capitaux privés afin de soutenir un objectif public.

27. **M. Verbeek** (Banque mondiale), accompagnant ses observations d'un diaporama numérique, déclare qu'il est essentiel d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que l'objectif de l'égalité entre les filles et les garçons à l'école primaire ait été atteint, on ne peut en dire autant des efforts pour augmenter la fréquentation de l'école secondaire. Il pouvait sembler ambitieux de vouloir améliorer la qualité de vie de 100 millions d'habitants des taudis, mais, en fait, cet objectif a facilement été atteint et, compte tenu du fait qu'un milliard de personnes vivaient dans des taudis, au bout du compte, il ne s'est pas révélé aussi ambitieux qu'il semblait.

28. Au plan régional, la situation est contrastée. Alors que les pays de l'Asie de l'Est et du Pacifique sont susceptibles d'atteindre la totalité ou la plupart des 21 cibles en vertu des huit objectifs du Millénaire pour le développement, il sera probablement difficile pour l'Afrique subsaharienne d'en atteindre un seul. Au plan national, la disparité est encore plus grande. En général, l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême a été atteint, mais, en réalité, seulement 66 des 140 pays faisant l'objet d'un suivi l'ont atteint. Seulement cinq ou six pays ont atteint l'objectif relatif à la mortalité infantile. Neuf autres pays pourraient bien se joindre à eux dans les deux prochaines années, mais, pour l'essentiel, cela ne saurait se produire sans une sérieuse accélération.

29. Le système des Nations Unies a réagi par des initiatives d'accélération dans les domaines de la malnutrition, de l'eau et de l'assainissement, et le Secrétaire général de l'ONU, de concert avec le Président de la Banque mondiale, lancera une nouvelle initiative pour déterminer comment les organismes des Nations Unies pourraient bien améliorer leur

collaboration pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des promesses faites aux gouvernements.

30. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont été conçus en réaction à la grande importance accordée par la Banque mondiale et d'autres organisations à l'ajustement structurel et la croissance, au détriment de l'élément humain. La raison d'être des objectifs du Millénaire pour le développement était de réintégrer les populations au processus de développement et de leur permettre d'y participer.

31. Le cadre de développement pour l'après-2015 aurait probablement une perspective plus large. Il y a beaucoup moins de pauvres qu'il n'y en avait au moment de l'élaboration des objectifs du Millénaire pour le développement. De 40 % en 1990 et de 30 % en 2002, la pauvreté a été réduite à 21 % ou 22 % en 2010. Beaucoup moins de personnes vivent dans la pauvreté extrême et le produit intérieur brut par habitant est nettement plus élevé. Les pays disposent de plus de ressources nationales tirées de leurs recettes fiscales qu'au début des années 2000. Au départ, les pays développés avaient convenu d'aider les pays en développement à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, les pays en développement disposent actuellement de beaucoup plus de ressources qu'ils n'en avaient il y a 10 ou 15 ans.

32. Des ressources sont actuellement disponibles en grandes quantités sur les marchés financiers internationaux. Les courants de ressources dans les pays en développement s'élèvent aujourd'hui à 130 milliards de dollars, alors qu'ils s'élevaient à 100 milliards de dollars seulement en 2000. Les investissements étrangers directs sont passés de 34 milliards de dollars en 1990 à 730 milliards actuellement. Le secteur privé a un accès beaucoup plus large aux ressources que les donateurs officiels et il serait à même de fournir des services de développement améliorés.

33. De nouvelles méthodes de prestation des services doivent être explorées sans relâche. Les solutions devraient être basées sur des données probantes et l'analyse coûts-avantages des interventions dans les pays devrait être plus rigoureuse. La gestion axée sur les résultats s'impose. Si certains résultats ne sont pas

atteints, il faudra repenser les stratégies, les moyens, les programmes et les politiques.

34. Une révolution des données est également nécessaire. Élaborés en 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement reposent sur les indicateurs de référence de 1990, car ce sont eux qui étaient disponibles. Le cadre de développement pour l'après-2015 doit utiliser des indicateurs de référence plus opportuns pour effectuer le suivi des progrès. L'exploration de données doit être plus innovante et les données doivent provenir d'un éventail de sources et non seulement des enquêtes sur les budgets des ménages et des services de santé de district.

35. **M. Neo** (Singapour), répondant aux invités, dit que l'APD est toujours essentielle à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et qu'il en serait ainsi en ce qui concerne le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs du développement durable. Le financement novateur et les partenariats mondiaux sont simplement des compléments de l'APD et ne devraient pas être utilisés, comme ils l'ont déjà été dans certains milieux, comme un prétexte pour réduire les engagements en matière d'APD envers les pays en développement. L'écart croissant en matière d'aide au développement est un problème auquel il faut s'intéresser. D'une année à l'autre, les pays en développement ont de plus en plus besoin de l'APD, mais les pays développés se sont vus contraints de la réduire. Il est naïf et malhonnête de donner à penser qu'à eux seuls les partenariats mondiaux et le financement novateur pourraient combler ce fossé. Après avoir atteint un sommet en 2010, l'APD a diminué de 6 % par année. Pour que les objectifs du Millénaire pour le développement puissent être réalisés, ceux qui ont pris des engagements doivent les respecter.

36. Les partenariats multipartites les plus efficaces sont extrêmement locaux, opportunistes et improvisés, impliquant des personnes actives au plan social collaborant à la solution d'un problème communautaire. L'Organisation des Nations Unies essaie d'encourager ces initiatives par le biais de ses programmes et de ses organismes sur le terrain. Cependant, il n'est pas évident que ces initiatives pourraient être extrapolées à l'échelle nationale ou internationale.

37. Les partenariats entre le secteur privé et le secteur public doivent être structurés avec soin et les motifs et

les intentions des partenaires doivent être claires. L'entreprise privée existe d'abord et avant tout pour maximiser les bénéfices. Pour une entreprise privée, la formule idéale consiste à privatiser les profits et à socialiser la plus grande partie ou la totalité des risques. Voilà ce qu'il faut comprendre avant de négocier les structures de ces partenariats.

38. Compte tenu de leurs obligations envers les actionnaires, les sociétés privées ont une vision à court terme, opérant d'un trimestre au suivant ou avec un horizon d'une année. Elles ne tiennent pas vraiment à investir à long terme. Des garanties et des mesures incitatives doivent être mises en place dans les partenariats entre les secteurs privé et public. Le bilan de ce type de partenariat est souvent maigre et il n'est pas si rare qu'un gouvernement doive sauver ou nationaliser un partenariat. Les sociétés privées emploient des négociateurs extrêmement qualifiés. Elles ont également les moyens d'embaucher des consultants encore plus qualifiés.

39. Certains pays ont mis à l'essai des sources novatrices de financement, y compris les taxes sur les transactions financières et les voyages en avion, mais les solutions valables dans un cadre national ou pour certains pays ne sont peut-être pas appropriées au plan international. Le fait que ces approches sont novatrices signifie qu'elles ont des conséquences imprévues, en particulier lorsqu'elles sont transposées à l'échelle mondiale. Elles peuvent avoir une incidence sur les petites entreprises et les ménages. De leur côté, les sociétés multinationales peuvent prendre soin d'elles-mêmes et trouver des moyens de contourner les nouvelles taxes.

40. Il est injuste que les pays développés fassent la leçon aux pays en développement au sujet d'un environnement national propice pour leurs capitaux et leurs services financiers et, qu'en même temps ils dressent des barrières tarifaires et imposent des restrictions sur les produits de ces pays.

41. Il se pourrait fort bien que l'accent actuellement mis sur le financement novateur ne soit qu'une simple phase d'un long cycle dans la situation financière internationale. Le monde est inondé d'argent en raison de l'assouplissement quantitatif. Le financement novateur et les partenariats mondiaux risquent de ne pas survivre au ressac de la marée de dollars et à la fin de l'assouplissement quantitatif.

Dialogue interactif

42. **M. Escalona Ojeda** (République bolivarienne du Venezuela) fait sienne la déclaration du représentant de Singapour. Il est vrai que Coca-Cola dispose d'une infrastructure de distribution de l'eau, mais, dans certains pays, ses pratiques abusives dans ce domaine ont causé une détérioration de l'approvisionnement en eau.

43. Les déchets solides sont une conséquence d'une consommation non durable. Tant que cette situation ne changera pas, le problème des déchets solides ne pourra être résolu. Ces modèles de consommation et de production sont liés à la distribution inéquitable de la richesse, lorsque la demande est déterminée par les revenus des nantis, qui consomment des quantités quasi illimitées de biens non essentiels.

44. Les marchés internationaux sont une réflexion du capitalisme. Ils sont anonymes, alors que ceux qui participent aux marchés locaux entretiennent des relations et les produits qu'ils distribuent sont reconnaissables et familiers. Il est difficile d'imaginer comment des projets altruistes pourraient être menés à bien dans un environnement dominé par la soif de profit.

45. Les discussions de groupe devraient être plus équilibrées. Une plus grande diversité des points de vue est nécessaire. Ce genre de tribune devrait également inclure des exposés sur les projets communautaires mis en œuvre en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

46. **M^{me} Baderinwa** (Modératrice) dit que les invités s'efforcent de trouver des solutions. En fait, ce n'est pas de la naïveté de croire que les partenariats mondiaux pourraient combler l'écart.

47. **M. Macmillan** (Deloitte Touche Tohmatsu Limited) fait observer que l'évolution d'une économie fondée sur les solutions était complémentaire aux mesures gouvernementales et qu'une telle économie n'avait pas pour but de se substituer aux activités des gouvernements. Une économie fondée sur les solutions n'est pas conçue pour remplacer l'APD ou résoudre tous les problèmes. Cependant, certaines formes de partenariat multilatéral sont très différentes des partenariats bilatéraux du passé. La diversité des nouveaux écosystèmes est remarquable, tout comme la vitesse à laquelle les nouveaux modèles et les nouvelles pratiques voient le jour.

48. **M. Ragin** (Global Impact Investing Network) fait valoir que les gouvernements ont indéniablement un rôle de chefs de file à jouer en mobilisant les ressources du secteur privé et en créant un environnement propice aux partenariats avec le secteur privé et la société civile.

49. Les ressources dont il a été question ont pour but de fournir un soutien supplémentaire à la résolution des problèmes, compte tenu du fait que les ressources gouvernementales ne sont pas suffisantes. L'objectif n'est pas de remplacer les initiatives gouvernementales, mais plutôt de compléter et d'élargir ces initiatives afin de produire des résultats démontrables, basés sur des données probantes.

50. Il est évident que certains partenariats sont fondamentalement locaux, que d'autres sont régionaux et qu'un nombre croissant d'entre eux sont mondiaux. L'atteinte de solutions évolutives est la motivation même des perspectives offertes par les partenariats. Toutes les parties doivent reconnaître que les gens ont des intérêts divers. Les solutions doivent être avantageuses pour toutes les parties.

51. **M^{me} Stibravy** (Observatrice pour NGO Sustainability, Inc.) dit qu'elle avait introduit l'idée des fourneaux solaires aux Nations Unies en 1991. Des cuisinières et des fourneaux solaires augmenteraient la durabilité et protégeraient les arbres. L'abattage des arbres et la pollution de l'atmosphère avec le pétrole ne sont pas de véritables solutions. Les gouvernements et le secteur privé ont subventionné l'amélioration des cuisinières au Nigéria. **M^{me} Stibravy** dit qu'elle serait intéressée à s'associer avec **M^{me} Ishmael** pour améliorer la qualité de vie de ceux qui utilisent ces technologies.

52. Une organisation au Kenya donnait 500 dollars à quiconque en faisait la demande, sans aucune condition. Les gens ont fait bon usage de l'argent. Lorsqu'ils ont de l'argent, les pauvres savent se montrer très créatifs.

53. **M^{me} Dixon** (Bahamas) aimerait savoir si l'initiative « Toutes les femmes, tous les enfants » pourrait servir de modèle aux partenariats multipartites de développement, en particulier dans le domaine de l'énergie.

54. **M^{me} Ishmael** (Alitheia Capital) insiste sur le fait que les travaux qu'elle a décrits portaient sur le gaz de cuisson propre et non sur le pétrole. De concert avec

les institutions financières et les banques de microfinancement, son organisation était à la recherche de projets novateurs d'aide aux femmes et aux enfants. Un grand nombre de projets en cours allègent les besoins ménagères des femmes et des enfants, ce qui leur donne du temps à consacrer à une activité productive ou à leur épanouissement. Certains projets ont permis à un plus grand nombre de filles de fréquenter l'école.

55. **M. Macmillan** (Deloitte Touche Tohmatsu Limited) précise que le terme « marché », dans le contexte actuel ne désigne pas un marché financier, mais simplement une association de forces organiques ou gérées dans le but de régler certains problèmes. Par exemple, le logement abordable pour les plus pauvres constitue un marché de ce genre. Des concours ont été organisés et financés afin de trouver des techniques permettant de construire une maison pour moins de 300 dollars. Des investissements seraient nécessaires pour mettre au point les prototypes. Des sociétés privées ou des organismes publics auraient à fournir des fonds suffisants et le régime foncier pourrait devoir être modifié pour encourager la propriété foncière privée et la formation de l'écosystème pertinent en marge de ce défi.

56. Plus l'objectif est précis et mesurable, mieux c'est *The Solution Revolution* utilise l'expression « changer d'objectif », qui signifie voir une situation d'un autre œil ou penser de manière novatrice. Il est important de réfléchir aux partenaires qui pourraient jouer un rôle particulier, de même qu'aux capacités intellectuelles et financières qu'ils pourraient mettre à profit.

57. **M^{me} Miranda** (Pérou) se dit inquiète de l'absence de progrès dans la réalisation de l'objectif 8, relatif au partenariat mondial pour le développement. Elle note une réticence à faire des changements, malgré l'information disponible sur les avantages des investissements privés dans les dossiers sociaux et environnementaux. Il est important de déterminer quels ont été les principaux obstacles aux progrès dans ce domaine et comment, au-delà des incitatifs fiscaux, réglementaires et relatifs au leadership, le secteur privé pourrait être encouragé à rendre ces partenariats plus efficaces. Le rôle du gouvernement en matière d'amélioration des données et de surveillance devrait être éclairci. Il faut trouver de nouveaux moyens pour rendre les gouvernements plus efficaces.

58. **M. Verbeek** (Banque mondiale) rappelle qu'il est important que les gouvernements élaborent des règlements sur la collecte de données, même si le secteur privé pourrait se charger en partie de cette tâche. Si les conditions du marché local ne sont pas prises en compte, les partenariats mondiaux n'arriveront pas à fournir les services. Il arrive qu'un projet fonctionne bien dans une communauté locale, mais qu'il échoue dans le reste du pays ou dans d'autres pays.

59. Au cours des 10 à 15 dernières années, le rôle de l'APD a changé. Auparavant, l'APD était vue comme un mécanisme de financement de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, les engagements n'ont pas été respectés et il est devenu évident que l'APD n'était pas la solution à tous les problèmes relatifs à l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il n'en reste pas moins qu'elle pourrait jouer un rôle important en ayant un effet de levier sur les autres ressources et en fournissant un soutien aux États fragiles ayant de la difficulté à attirer les apports du secteur privé. Au fil des ans, l'APD a de plus en plus ciblé les pays ayant de la difficulté à accéder aux ressources externes.

60. **M. Gupta** (Waste Ventures) affirme que le partenariat mondial pour l'aide fondée sur les extrants est prometteur. Dans l'industrie des déchets, les contrats avec les municipalités qui sont payés à même l'aide au développement sont souvent établis en fonction des déchets recueillis puis déchargés. Des outils simples sont mis au point pour mesurer les unités de déchets recueillies, compostées et recyclées, de même que les augmentations de salaire des ramasseurs de déchets. On voit donc que les incitations environnementales, sociales et économiques peuvent être mesurées et que les entreprises ne commencent à encaisser des profits que lorsque les cibles sont atteintes. Lorsqu'elles ne sont pas atteintes, les municipalités peuvent interrompre les services.

61. L'APD et l'aide bilatérale ne sont pas incompatibles. À une époque où il était trop risqué de s'intéresser à une industrie aussi corrompue, même pour les investisseurs d'impact, Waste Ventures a reçu un financement initial du Gouvernement suédois. Sans cette aide, les travaux n'auraient pu commencer.

62. **M^{me} Ishmael** (Alitheia Capital) dit qu'en raison d'un certain nombre de facteurs il est difficile de

développer davantage les projets pour en maximiser l'impact. Au cours des 10 dernières années, certaines institutions internationales de financement du développement, en particulier celles qui investissent dans les capitaux privés ou dans le capital-risque, ont subi une certaine dérive. Ces institutions ont parfois assimilé les investissements obéissant à une mission avec la charité, ce qui les a amenées à perdre tout intérêt.

63. En outre, certains gouvernements africains refusent de s'impliquer dans l'investissement obéissant à une mission, préférant se concentrer sur les grands projets d'infrastructure ou de production d'énergie. Les institutions préfèrent les grands projets panafricains, mais il ne faut pas pour autant exclure les projets conçus pour certains pays en particulier. La réallocation à des projets participatifs serait beaucoup plus efficace. Les partenariats doivent inclure la population sur le terrain, les professionnels effectuant le travail et les institutions de financement du développement, et ils doivent éviter de se concentrer exclusivement sur les grands projets d'infrastructure. Les gouvernements nationaux doivent être impliqués afin d'assurer une approche plus intégrée.

64. **M^{me} Luna Camacho** (Mexique) se demande quelles incitations gouvernementales sont nécessaires pour accroître les investissements dans les projets sociaux et quelle sorte de programme de développement pour l'après-2015 fournirait les orientations les mieux adaptées aux partenariats mondiaux.

65. **M. Verbeek** (Banque mondiale) dit que la responsabilité financière des gouvernements est importante pour les dépenses et les programmes sociaux. Dans le cas des programmes participatifs, les citoyens savent que leur gouvernement a pris des engagements internationaux visant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En s'appuyant sur les processus démocratiques ou interactifs, les citoyens peuvent tenir un gouvernement responsable et faire pression sur lui pour qu'il s'acquitte de ses obligations. L'information relative aux progrès dans la réalisation des objectifs doit être rendue publique.

66. **M. Azeredo** (Brésil) affirme que les objectifs du Millénaire pour le développement sont adaptés aux pays en développement et à l'élimination de la pauvreté extrême, alors que les objectifs en matière de

développement durable relèvent d'une approche beaucoup plus large. Il demande des éclaircissements sur la concurrence potentielle pour les ressources financières, politiques et du secteur privé entre ces deux aspects du développement, compte tenu des ressources financières limitées qui sont disponibles.

67. **M. Ragin** (Global Impact Investing Network) dit que les investisseurs ont souvent l'impression que les occasions d'investissement d'impact sont rares. Une grande partie du secteur privé est mal informée ou ne dispose que d'une information insuffisante sur les possibilités d'action. Il n'y a pas de pénurie de ressources dans le secteur privé, mais les investisseurs ne sont pas suffisamment sensibilisés à la façon dont leurs ressources et leurs besoins pourraient être fusionnés avec une stratégie efficace.

68. S'il devenait prioritaire de transmettre aux investisseurs toute l'information sur les occasions de générer des retombées d'utilité publique, les capitaux disponibles seraient investis. Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour aider les intéressés à comprendre où trouver ces occasions, par le biais d'environnements réglementaires, de diverses formes d'aide au crédit et de garanties partielles appropriées.

69. **M. Verbeek** (Banque mondiale) estime que les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs du développement durable sont complémentaires. Ils ne sont pas en concurrence. À l'échelle mondiale, il pourrait y avoir des indicateurs pour surveiller leur mise en œuvre et l'affectation des ressources associées, mais les priorités nationales du développement et les contraintes financières nationales détermineraient la mise en œuvre et la réalisation des objectifs à l'échelle nationale.

70. **M. Gupta** (Waste Ventures) précise que les professionnels pourraient servir d'intermédiaires pour les ressources des investisseurs qui étaient perçues comme limitées. La microfinance, qui est l'un des secteurs les plus modulés, a servi de modèle. Les réglementations appropriées sont utiles, en réduisant les risques et en facilitant l'admission des investisseurs. Le gouvernement devrait fournir l'aide vitale pour le secteur privé et encourager l'investissement d'impact.

71. Les professionnels du secteur ne devraient pas se concentrer seulement sur la construction d'une entreprise, mais aussi sur la construction d'un secteur. Des efforts devraient être dirigés vers la création d'un

modèle pouvant être adapté aux conditions locales, tout en demeurant profitable et en ayant une incidence sociale et environnementale positive.

Observations finales

72. **M. Diallo** (Coprésident) déclare que les pays, en tirant parti de partenariats novateurs et de nouvelles approches, pourraient améliorer la vie des populations, en faisant de ce monde un endroit meilleur pour tous. La conjugaison des efforts pourrait donner le ton à la coopération et à l'élaboration des politiques à l'avenir. L'instance offerte par les séances communes de la Deuxième Commission et du Conseil économique et social est une tribune efficace et pourrait servir de tremplin pour l'action.

La séance est levée à 12 h 40.